

Mardi 28 août, 6h00 : plus de 200 agent-e-s des forces de l'ordre puisé-es dans les différents corps de sécurité de l'Etat (Police, Gendarmerie, CRS, CRS de Montagne, GIPN...) forcent l'entrée du centre social autogéré. Quatre habitants se réfugient sur les toits pour faire face à l'expulsion. Seul l'un d'entre eux est attaché mais au bout d'une poutre à 22 mètres du sol.

Trois heures plus tard, après avoir été violentés (l'un tazé 5 fois) ils se font descendre, tête la première, arrêter puis emmener en garde à vue pour : outrage, rébellion et violence sur Agent de la Force Publique.

Un an et demi après son ouverture, le bâtiment est saccagé, puis muré jusqu'à nouvel ordre.

Les soutiens rassemblés à l'extérieur tentent de ralentir la fermeture mais se font disperser à grand coup de matraques (plusieur-e-s blessé-e-s légers).

Trois des camarades postés sur le toit sont maintenus en Garde à Vue jusqu'en début de soirée, et finalement relâchés avec risque de poursuites judiciaires.

La préfecture, sortant de son mutisme habituel, déclare dans un élan mensonger sa volonté de prendre en compte les situations personnelles et d'établir un dialogue avec les habitant-e-s du Centre Social Autogéré.

Tout au long de la journée, des actions sont menées en protestation et en soutien, dans le centre-ville de Toulouse.

Le soir même, une assemblée d'urgence réunit plus de 200 personnes pour organiser la suite du mouvement. Une manifestation de nuit s'organise qui dénonce toutes les politiques d'expulsions (locatives, campements stigmatisés Roms, déplacement des quartiers populaires mais aussi d'étranger-e-s...). Au cours de la marche, le cortège prend de l'ampleur. Les forces de l'ordre réagissent et tentent de mettre fin à la manifestation en harcelant les participant-e-s, ils cherchent à interpellier certaines personnes. Malgré la crainte de la violence policière, le cortège continue et ne se dispersera que plus tard. Profitant de ce moment, les forces de l'ordre frappent, fouillent et contrôlent à tour de bras sans arriver à mettre la main sur les personnes recherchées.

Le lendemain, toujours en réaction à cette expulsion mais aussi aux déclarations mensongères de la Préfecture, le mouvement (pour la Réquisition, l'Entraide et l'Autogestion) et ses soutiens décident d'occuper l'antenne locale du Ministère des Affaires Sociales et de la Santé, propriétaire du bâtiment expulsé : la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale. Cette occupation a pour but de faire remonter les revendications suivantes aux responsables de la situation : la réouverture immédiate du CSA, la reconnaissance de l'utilité des centres sociaux et du caractère mensonger du communiqué de la Préfecture ainsi que l'arrêt de toute forme d'expulsion.

Le bâtiment est donc occupé par une soixantaine de personnes. La directrice adjointe prétend accepter une rencontre tout en appelant le cabinet du préfet. Alors que la délégation est reçue, les forces de l'ordre se déploient et délogent le reste du rassemblement qui se retrouve à l'extérieur. Le préfet donne l'ordre d'interrompre la réunion tandis que des policiers « raccompagnent » la délégation. Bilan : deux personnes blessées (7 points de suture au visage et une côte fêlée, sans compter les nombreuses ecchymoses), cinq interpellations et aucune solution proposée.

Quatre des personnes interpellées sont relâchées dans la soirée, dont une avec une date de procès en poche, la cinquième sortira après 22h de garde à vue.

Sans aucun doute, l'Etat ne lésine pas sur les moyens employés pour remettre les gens à la rue, les réprimer, lorsqu'ils ou elles contestent sa légitimité, et tente d'enfermer ceux qui pensent qu'il est une partie du problème et non pas la solution. Confronté-e-s à la férocité policière, que certain-e-s vivent quotidiennement, nous ne nous faisons toujours aucune illusion sur les changements promis : coups de matraque, arrestations, inculpations imaginaires, misères et injustices sociales.

Face à ces réalités, nous continuons de penser que quels que soient les partis au pouvoir, les intérêts défendus sont ceux des riches et des dominants. Nous les combattons en tant que tels. Seule-s l'organisation collective, l'autogestion, l'entraide et le vivre ensemble nous permettent de trouver les moyens de nous émanciper de la servitude du travail, des rapports marchands et de toutes les formes d'emprisonnement (prisons, sexisme, racisme, domination de classe...).

Nous exigeons dès à présent :

- La réouverture du centre social autogéré
- L'arrêt de toutes les expulsions (expulsions de squats, locatives, des étrangers...)
- L'arrêt immédiat des poursuites engagées contre des habitants du CSA et des membres de la Campagne « Zéro personne à la rue »
- La reconnaissance de l'utilité des centres sociaux autogérés
- Le démenti officiel par la préfecture de la Haute-Garonne, les ministère des Affaires Sociales et du Logement des mensonges relayés à l'égard du CREA.